



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE

n° 47 du 8 novembre 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 9 novembre 2010

| |
|-----------------|
| SOMMAIRE |
|-----------------|

| | |
|--|-------------|
| ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES | 1211 |
| PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE | 1211 |
| DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS | 1211 |
| Bureau de l'interministérialité | 1211 |
| Arrêté n° 10.BI.42 du 8 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine | 1211 |
| Arrêté n° 10.BI.43 du 8 novembre 2010 accordant délégation de signature au colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours | 1212 |

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Arrêté n° 10.BI.42 du 8 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1432-2 et L 1435-1 issus de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, le livre 3^{ème} de la première partie relatif à la protection de la santé et environnement, le livre 2^{ème} de la troisième partie relatif à la lutte contre les maladies mentales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 03 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret N° 2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'Etat dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le décret du Président de la République du 1er avril 2010 portant nomination de M Jean-Yves GRALL en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la circulaire des ministères de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales du 24 mars 2010 relative aux relations entre les préfets et les agences régionales de santé ;

VU le protocole relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'agence pour le préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les documents suivants :

1. Hospitalisations sans consentement visées aux articles L. 3211-1 à L. 3214-5 du code de la santé publique :

- la transmission à l'intéressé des arrêtés préfectoraux le concernant, en cas d'hospitalisation d'office, de maintien, de transfert, de levée et de sorties d'essai ;

- les courriers aux procureurs de la République du siège de l'établissement d'hospitalisation et du domicile de toute personne hospitalisée sur demande d'un tiers (article L 3212-5 du code de la santé publique) ;

- les courriers adressés au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'établissement, au maire du domicile et à la famille de la personne hospitalisée relatifs à une hospitalisation d'office, à un renouvellement et à toute sortie.

2. Les mesures de salubrité générale et contrôle administratif et technique des règles d'hygiène dans les conditions prévues à l'article L1421-4 du code de la santé publique :

- les courriers relatifs au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et aux arrêtés pris sur le fondement de l'article L 1311-2 du code de la santé publique ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine y compris notification des résultats et informations ainsi que les mesures d'urgence nécessaires (art L 1321-1 à L 1321-10 et R 1321-1 à R 1321-68 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux minérales naturelles (L. 1322-1 à L.1322-13 et R 1322-1 à R 1322-44-17 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux de consommation humaine conditionnées (R. 1321-69 à R. 1321-95 ; R. 1321-1 à R. 1321-63 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des piscines et baignades ouvertes au public y compris notification des résultats et des classements (art. L 1332-1 à L 1332-9 et D1332-1 à D 1332-42 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle des nuisances sonores dans le domaine des bruits de voisinage et des établissements diffusant de la musique amplifiée (art. R 1334-31 à R 1334-37 du code de la santé publique ; L 571-17 et R 571-25 à R 571-30 du code de l'environnement) ;

- les courriers relatifs au contrôle des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des filières d'élimination des pièces anatomiques (art. R 1335-31 du code de la santé publique et décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997) ;

- les courriers relatifs à la salubrité des immeubles (art. L 1331-17, L 1331-22 à L 1331-31 et art. R 1331-4 à R 1331-11 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs à la lutte contre le saturnisme infantile et l'amiante (art. L 1334-1 à L 1334-13 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique).

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Yves GRALL, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 1er sera exercée par M. Jean-Pierre PERON, directeur régional de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre PERON, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 2 sera exercée par M. Philippe ROMAC, délégué territorial de la Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe ROMAC, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 3 sera exercée par M. Jérôme MALHOMME, chef du service veille et sécurité sanitaire environnementale et en cas d'empêchement de M. Jérôme MALHOMME, pour les correspondances et les documents se rapportant à l'alinéa 2 de l'article 1er du présent arrêté par M. Manuel RODICQ, ingénieur d'études sanitaires, et par M. Olivier DOSSO, ingénieur.

Article 5 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet :

- les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du conseil général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy ;

- les circulaires à destination des maires des communes du département, des mises en demeure devant être notifiées aux collectivités territoriales pour non respect de leurs obligations réglementaires ;

- les situations de risques sanitaires pouvant constituer un trouble à l'ordre public où les services de l'agence sont placés, pour emploi, sous l'autorité du préfet ;
- les courriers et mémoires adressés au parquet et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières.

Article 6 : L'arrêté N° 10.BI.34 du 23 juillet 2010 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine, est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 novembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté n° 10.BI.43 du 8 novembre 2010 accordant délégation de signature au colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 96.369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, et notamment son article 33 ;

VU la loi N° 2004.811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret N° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 28 mai 2009 nommant le colonel Jean-Philippe VENNIN directeur du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU l'arrêté préfectoral N° 98-048 du 5 mars 1998 portant organisation du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} mars 1998 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est accordée au colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, chef de corps départemental, à l'effet de signer les documents relevant des attributions de son service, contrôlées par M. le secrétaire général de la préfecture, à savoir :

- ampliations des arrêtés préfectoraux et copies de décisions,

- certification et visa de pièces et documents,

- correspondances courantes relatives aux mesures opérationnelles et aux affaires de prévention, de protection et d'organisation des secours.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du colonel Jean-Philippe VENNIN, délégation de signature est accordée au colonel Jean-Jacques HORB, directeur départemental adjoint du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle,

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- 2) aux ministres,

- 3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

- 5) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.107 du 27 juillet 2009, accordant délégation de signature au colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le colonel Jean-Philippe VENNIN, directeur du service départemental d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 novembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

